



SERVICE DES PENSIONS
10, BOULEVARD GASTON-DOUMERGUE
44064 NANTES CEDEX 02

Nantes, le 8 mars 1996

Sous-Direction A
Bureau A5

Le Ministre délégué au budget
porte-parole du Gouvernement

à

Lettre-commune P45

Mesdames et Messieurs les Ministres
et Secrétaires d'Etat

OBJET : - Article 65 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984
- Ouverture du droit à allocation temporaire d'invalidité
aux fonctionnaires stagiaires

Par une décision en date du 29 décembre 1995, le Conseil d'Etat a reconnu l'ouverture du droit au bénéfice de l'allocation temporaire d'invalidité aux fonctionnaires stagiaires pour un accident de service survenu durant leur stage, alors même qu'à l'issue de celui-ci, les intéressés n'auraient pas été titularisés.

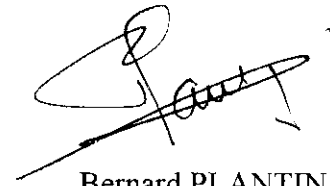
Cette décision a été rendue au vu des dispositions de l'article 23 bis de l'ordonnance n° 59.244 du 4 février 1959 portant statut de la fonction publique et de celles du décret n° 49.1239 du 13 septembre 1949, relatif aux droits des fonctionnaires stagiaires de l'Etat.

Mais eu égard à la motivation de l'arrêt, la solution retenue paraît, en tous points, transposable aux situations identiques qui pourraient naître sous l'empire de l'article 65 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, et du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994, relatif aux stagiaires de l'Etat.

En effet, l'article 2 de ce décret dispose que les fonctionnaires stagiaires sont soumis à l'ensemble des dispositions de la loi du 11 janvier 1984, sauf incompatibilité de leur situation particulière avec cette dernière, et dans les conditions prévues par ce décret. Or l'examen de ces textes ne révèle ni disposition particulière relative aux ATI, concernant les stagiaires, ni incompatibilité de la situation de ces agents avec l'octroi d'une telle allocation.

Dès lors, il apparaît que le droit à allocation temporaire d'invalidité ne saurait, désormais, être refusé à un fonctionnaire stagiaire, pour le seul motif qu'il n'aurait pas été titularisé à l'issue de son stage.

Pour le Ministre et par délégation
Le Chef du Service des Pensions

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'B. Plantin', written over a horizontal line.

Bernard PLANTIN